Pioneer Trust

M. le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je prends la parole à la Chambre aujourd'hui au sujet du projet de loi C-50, sur la continuation des paiements de Pioneer Trust. Je suis ravie que tous les députés aient accepté d'adopter ce projet de loi rapidement et je les en remercie.

Je pense que la cause des problèmes de la compagnie en cause est maintenant bien connue. Pioneer Trust avait éprouvé de graves problèmes financiers à cause de l'arriéré d'une forte proportion de son portefeuille hypothécaire et de la nécessité de ramener certains de ses investissements en biens immobiliers à leur valeur de réalisation estimative. Vu que les capitaux nécessaires ne pouvaient pas être recueillis grâce à une émission d'actions privilégiées, comme on l'avait proposé au départ, et que ces actions ne pouvaient être émises avec succès sans garantie de la province de la Saskatchewan, la compagnie Pioneer Trust ne semblait plus viable et a donc cessé ses activités.

• (1110)

Après avoir appris la décision de la direction et les mesures envisagées, j'ai immédiatement demandé au Surintendant fédéral des assurances de prendre en mains l'actif de Pioneer Trust, afin de protéger le mieux possible les intérêts des déposants. Des représentants du Département fédéral des assurances se sont rendus aux bureaux de la compagnie et la Société d'assurance-dépôts du Canada a été mise au courant de la situation. Une demande de mise en liquidation de la compagnie, conformément aux dispositions de la Loi sur les liquidations, a été présentée à la Cour du banc de la reine de la Saskatchewan, le 11 février, et la Cour a rendu une ordonnance de mise en liquidation le 15 février 1985.

Avant que l'ordonnance de mise en liquidation soit rendue, la Société d'assurance-dépôts du Canada a commencé à prendre des dispositions en vue de rembourser tous les dépôts à vue ne dépassant pas la limite assurable de \$60,000, notamment les dépôts dans les comptes d'épargne, les comptes courants ainsi que les reçus de dépôt à vue. Elle a établi à cet effet des chèques datés du 18 février 1985 qui comprenaient l'intérêt couru jusqu'au 20 février, que les déposants pouvaient toucher à la succursale où ils avaient leur compte.

La Société a ainsi effectué en tout des paiements d'environ 203 millions de dollars à l'égard des dépôts assurés de Pioneer Trust. Le remboursement s'est déroulé rapidement et efficacement et, d'après ce qu'on m'a dit, de manière à causer, dans les circonstances, le moins d'ennuis et d'inconvénients possible aux déposants assurés.

Malheureusement, monsieur le Président, Pioneer Trust avait près de 36 millions de dollars en dépôts qui n'étaient pas protégés par l'assurance. De cette somme, environ 25 millions étaient déposés dans des comptes d'épargne ou des comptes courants, sous forme de certificats de placement garantis ou encore de REÉR assurés jusqu'à concurrence de \$60,000. La différence comprend des dépôts non assurés de \$600,000 en

dollars américains. Aux termes de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, seules sont assurées les sommes placées au Canada en argent canadien. Il y avait aussi pour quelque 10 millions de dollars de certificats garantis à versements invariables que, parce qu'ils dépassaient la limite de cinq ans, la Société ne pouvait pas assurer.

Les députés n'ignorent pas que la Société d'assurance-dépôts du Canada prévoit un plafond assurable de \$60,000 par déposant pour chaque établissement membre. Ces derniers sont tenus d'afficher bien en évidence un autocollant de la Société qui signale que le plafond d'assurance est fixé à \$60,000 par personne par établissement.

Depuis sa promulgation en 1967, la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada prévoit que les dépôts ne peuvent être assurés pour plus de cinq ans à la fois. Par conséquent, la Société n'avait pas le pouvoir d'accorder des remboursements à l'égard des certificats garantis à versements invariables délivrés par Pioneer Trust.

Peu après la mise en liquidation de Pioneer Trust, j'ai commencé à m'inquiéter du sort des quelque 650 détenteurs de ces certificats garantis qui avaient placé leur argent pour plus de cinq ans et dont les dépôts n'étaient donc pas assurables. Bon nombre d'entre eux sont des Canadiens âgés ayant vendu leur exploitation agricole, leur maison ou leur entreprise et qui, incités par les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu qui existaient à l'époque, en ont investi le produit dans des certificats garantis à versements invariables. Un grand nombre ont besoin de cette rente pour subsister. Dès les débuts de l'affaire cela m'a énormément préoccupée et j'ai presque immédiatement cherché avec le gouvernement de la Saskatchewan et avec mes services les moyens de résoudre cette question.

• (1115)

Puis de nombreux détenteurs de certificat ont commencé à se mettre en rapport avec nous, affirmant qu'ils ne s'étaient pas rendu compte que ces certificats n'étaient pas couverts par l'assurance-dépôt. Ils affirment en fait que certaines mentions et textes des certificats les ont portés à croire qu'ils étaient couverts.

Vérification faite, j'ai établi que beaucoup de certificats portaient en bonne place une reproduction du timbre de la Société d'assurance-dépôts du Canada avec en plus la mention «Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada». Lorsqu'ils effectuent un dépôt, il est important que les déposants soient en mesure de savoir si oui ou non ce dépôt sera couvert par l'assurance-dépôt. Le règlement administratif de la Société d'assurance-dépôts du Canada précise que les effets non assurés doivent porter clairement au recto la mention suivante: «Ceci n'est pas un dépôt assuré comme le définit la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada». Malheureusement, la loi ne prévoit pas de peines pour violation de cette obligation.

Ce qui s'est passé dans le cas des certificats garantis à versements invariables m'a fait voir qu'il restait encore beaucoup à faire pour que les déposants soient au courant des limites exactes de la couverture-dépôts assurée par la Société d'assurance-dépôts du Canada.